

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT

=====
CONACILSS

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

EXERCICE SAHEL 21

FEMMES ET REFLEXION GLOBALE SAHEL 21

ATELIER DE TABACORO - 27-28 MARS 1997

RAPPORT FINAL

Mars 1997

SOMMAIRE

Pages

I.	Introduction	2
II.	Femmes - Environnement et Ressources Naturelles ...	6
2.1	Les contraintes	6
2.2	Les stratégies et actions	8
2.3	Les résultats attendus	9
III.	Population-Dynamique de Peuplement et Ressources Humaines	10
3.1	Introduction	10
3.2	La Situation Sanitaire Actuelle	11
3.3	La Politique de Santé familiale et infantile au Mali	12
3.4	La Politique de Formation d'Information et d'éducation	13
3.4.1	Alphabétisation	13
3.4.2	Scolarisation des jeunes filles	14
3.4.3	Promotion des capacités féminines - Formation des adultes	15
IV.	Economie : Promotion des Activités Génératrices de Revenus	17
V.	Dynamiques Sociales et Politiques à Travers le Rôle de l'Etat	19
5.1	Changements et Stratégies nécessaires pour une bonne représentation des femmes dans les instances de décision	19
5.2	Politiques et stratégie pour garantir la dimension Homme/Femme dans l'élaboration des lois et règlements	20
5.3	Rôle des différents Acteurs dans la définition des Politiques	22

I. INTRODUCTION

La 30^e Session du conseil des Ministres du CILSS a confié au Secrétariat Exécutif la mission d'organiser une réflexion sur l'avenir du Sahel au 21^e Siècle, dans la sous-région Ouest-Africaine, exercice dénommé SAHEL 21.

La nouvelle démarche consiste à animer des débats régionaux et Sectoriels, de façon à susciter l'expression des points de vue des différentes composantes de la Société sur le Sahel qu'elles souhaitent pour le 21^e Siècle à travers :

- La Transformation de l'Agriculture ;
- La Vision globale.

Dans ce processus, en raison de la marginalisation constatée des femmes, il a été décidé de consacrer un atelier spécial aux problèmes des femmes et leur place dans la réflexion globale SAHEL 21.

L'objectif principal est d'impliquer concrètement les femmes elles-mêmes dans la réflexion et de les faire participer, à la définition "d'un projet commun du futur" et de les amener à exprimer leur vision, se prononcer sur la place et le rôle qu'elles souhaitent pour la femme dans cette société nouvelle.

En effet, malgré leur importance numérique, et les rôles multiples qu'elles jouent dans l'économie et la société, les femmes restent encore les grandes perdantes, des transformations économiques et sociales produites par le développement. Elles sont les grandes absentes dans la gestion du développement local et régional.

Les pesanteurs Socio-culturelles, les préjugés et stéréotypes encouragent les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes. Il en résulte :

- une sous-représentativité, voire une absence dans les instances de décision ;
- un manque d'information et de formation ;
- la non prise en compte de leurs préoccupations spécifiques
- un manque de moyens de production et de moyens financiers adaptés à leurs besoins ;
- une plus grande vulnérabilité face aux problèmes d'éducation, d'emploi, de santé, d'activités génératrices de revenus, avec pour conséquences, la pauvreté et la précarité sociale.

Face à cette marginalisation, les femmes développent une nouvelle dynamique, à travers l'éclosion d'une multitude de structures organisationnelles (groupements, associations, réseaux, ONG...) pour l'amélioration des conditions socio-économiques de la femme.

Le processus de Sahel 21 est la vision future de la région par les Sahéliennes et les Sahéliens eux-mêmes. Cette réflexion offre aux femmes l'opportunité d'évaluer de façon globale et spécifique, l'ensemble de leurs problèmes et contraintes, de définir de nouvelles stratégies et approches appropriées pour mieux bénéficier des transformations produites par le Développement et participer pleinement à la gestion du développement des pays et de la région Sahélienne.

L'organisation du séminaire atelier du Tabacoro a tenu compte de certaines orientations du Secrétariat du CILSS sur le choix des participantes et la conduite des débats, pour plus d'efficacité dans la réalisation des objectifs poursuivis :

- veiller à ce que les femmes soient fortement représentées et qu'elles participent efficacement aux débats ;
- veiller à ce que la dimension genre soit prise en compte dans le choix des délégations ;
- faire des incitations spécifiques de femmes identifiées comme personnes ressources susceptibles d'apporter des contributions utiles dans les débats ;
- organiser des réunions et concertations de femmes en marges des débats ou organiser des débats d'approfondissement si nécessaire, pour débattre de problèmes spécifiques ;
- pour les besoins du rapport, veiller à consigner les données relatives aux questions de genre autour des quatre (4) thèmes qui influencent les conditions socio-économiques des femmes.

Les thèmes et les questionnements y afférents sont puisés dans les rapports de certains ateliers et études spécifiques aux femmes organisés par le CILSS (notamment Femmes et gestion des ressources naturelles, Femmes et décentralisation, Mémoire des femmes représentant la plate-forme des paysans du Sahel, du document sur la conférence régionale des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires : "Vers le 21^{ème} Siècle : du Caire à Beijing et au-delà", Programme d'Action Ouagadougou 1995, et de rapports de mission de certains pays à Beijing 95, du Mémoire des femmes participantes au Séminaire de lancement "SAHEL 21" DAKAR.

Pour les débats de Femmes et Réflexion globale Sahel 21 les thèmes retenus sont :

- Environnement et Ressources naturelles ;
- Population, dynamiques de peuplement et ressources humaines

- Economie Sahélienne (agriculture et transformation des produits agricoles, commerce, artisanat et industrie, services, secteur informel, banque et crédit, intégration sous-régionale et africaine, mondialisation) ;

Les dynamiques sociales et politiques à travers le rôle de l'Etat. Pour chaque thème la réflexion et les débats portent sur :

- . le bilan rétrospectif ;
- . les tendances majeures et les perspectives d'évolution ;
- . le futur désiré ;
- . les ambitions et orientations prioritaires ;
- . les stratégies et rôles des acteurs.

Les principaux acteurs identifiés à prendre en considération sont

- les communautés de base : familles, clans, villages
- les Producteurs et leurs organisations professionnelles : chambres consulaires, syndicats ;
- la société civile : Organisations, Associations, confessions, Jeunes, Femmes ;
- le secteur Privé, Associatif, Coopératif ;
- L'Etat, Services Publics et Collectivités décentralisées : commune, Cercle, Région ;
- les bailleurs de fonds, multilatéraux, bilatéraux, ONG, Jumelage Coopération ;
- le CILSS.

Au Mali, "l'Exercice SAHEL 21" a déjà organisé les ateliers suivants :

Les ateliers régionaux de :

- Ségou	:	30 - 31 janvier 1997
- Gao	:	13 - 14 Février 1997
- Kayes	:	20- 21 Février 1997

Les ateliers sectoriels de :

- Réunion de la Plate - forme des organisations paysannes du Mali (Kati, 23- 24 Février 1997) ;
- Atelier sur l'agro-alimentaire : (Bamako, Centre Hawa Keïta 28 Février 1997).

L'atelier national qui a fait la synthèse de ces différentes rencontres s'est tenu à Bamako : Caisse Autonome d'Amortissement du 6 au 7 Mars 1997. Il en est résulté trois (3) rapports :

- Exercice Sahel 21 Vision Globale ;

- Exercice Sahel 21 Transformation de l'Agriculture ;
- Exercice Sahel 21 Rapport de Synthèse ;

Les représentants des femmes ont participé à ces différentes rencontres et apporté leur contribution en mettant chaque fois en exergue, sur leurs problèmes spécifiques, leur vision propre quant au thème traité et proposé des solutions à leur marginalisation, pour une pleine participation à la prise des décisions, à la gestion du développement et au partage équitable des bénéfices.

Le présent Atelier doit synthétiser et enrichir les suggestions déjà faites.

Ses conclusions seront intégrées dans le document final SAHEL 21 qui sera présenté au sommet des CHEFS d'ETAT en Mai 1997 à Banjul

II. FEMMES - ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Le Secteur du Développement Rural occupe 86 % de la population et participe pour environ 50 % à la formation du P.I.B. La contribution des femmes aux activités de production, de conservation, de transformation et distribution des produits de l'agriculture, l'élevage, pêche et des forêts, maraîchage, fruits et légumes est essentielle. Cette participation se heurte toutefois à des difficultés :

- Difficile accès des femmes aux facteurs de production ;
- Dégradation des ressources naturelles et de l'environnement dont elles sont les premières victimes.

En milieu urbain les femmes sont actives dans l'artisanat, la restauration, l'hôtellerie, le tourisme, les bâtiments et T.P et les métiers de la mode.

La stratégie Nationale d'intervention pour la promotion des femmes (1994-1997) s'est fixée comme objectif le renforcement du rôle des femmes rurales et périurbaines dans l'économie en améliorant leurs conditions de vie et de travail. Elle a commencé par identifier les contraintes puis a défini des stratégies et des actions à mener.

2.1. les contraintes

Les contraintes affectant la productivité du travail des femmes rurales et périurbaines et leurs conditions de vie sont nombreuses :

- * Accès difficile à la propriété foncière ;

Traditionnellement les femmes rurales n'ont pas accès à la terre en tant que propriétaires et les terres qu'elles exploitent sont marginales, généralement très pauvres et difficiles à aménager

* Inaccessibilité aux moyens et autres facteurs de production.

Les femmes agricultrices bénéficient très peu de l'encadrement agricole et leur accès au crédit, matériel et intrants agricoles est dérisoire. L'insuffisance d'animatrices rurales et le fait que seuls les hommes sont les chefs d'exploitation et pratiquent les cultures de rente, excluent d'office les femmes du bénéfice des équipements et des actions des services de vulgarisation agricole, les maintenant ainsi dans une position où leur productivité demeure faible.

De même les femmes artisanes n'ont pas accès au crédit et aux techniques améliorées de production

* Contraintes de temps et pénibilité des travaux des femmes

La charge de travail des femmes rurales est excessive du fait de la multiplicité des tâches domestiques et champêtres, des maternités multiples et rapprochées et l'inaccessibilité aux techniques améliorées de travaux ménagers.

* Contraintes écologiques

Les femmes rurales souffrent particulièrement des phénomènes de sécheresse et de désertification du fait qu'elles sont responsables de l'alimentation de la famille et de l'approvisionnement en eau et bois de chauffage, des soins de santé et également du fait qu'elles tirent leur revenu monétaire essentiellement des produits de la forêt (produits de cueillette et matières premières pour les productions artisanales), de maraîchage du petit élevage de l'exploitation minière (orpaillage carrière et matériaux de construction).

La dégradation de l'environnement contribue ainsi à surcharger les femmes qui sont obligées de fournir beaucoup plus d'efforts, pour la recherche de l'eau, du bois et des produits de cueillette et qui voient aussi leurs revenus diminuer.

Cependant les femmes contribuent elles aussi à dégrader l'environnement à travers :

- la coupe abusive du bois ;
- la pression sur les espèces végétales utilisées pour la médecine et la vannerie ;
- la pollution de l'eau et des abords des points d'eau (lessive, vaisselle et teinture).

* Problèmes spécifiques à l'environnement urbain

Ces problèmes sont plus particulièrement des problèmes d'hygiène et d'assainissement.

- . l'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées
- . La pollution atmosphérique et les maladies des voies respiratoires.

- . la pollution des eaux de boisson et les maladies diarrhéiques
- . la pullulation des insectes animaux nuisibles
secteurs de maladies
- . la pollution sonore
- . le chômage, la délinquance juvénile, la prostitution,
la drogue, l'insécurité et la pauvreté

* Contraintes organisationnelles

Les femmes ne sont généralement pas organisées en coopératives ou groupements d'intérêt économique du fait de l'analphabétisme, du manque d'information et de formation. Aussi elles sont confrontées à des problèmes comme : le non-accès au crédit et à l'encadrement technique, les difficultés de commercialisation de leurs productions, ainsi que les problèmes d'approvisionnement en matières premières.

2.2. Les stratégies et actions

Les Stratégies et Actions préconisées sont les suivantes :

- favoriser l'accès des femmes aux moyens et facteurs de production : terre, eau, intrants et matériel agricoles, encadrement technique, technologies appropriées
- faciliter l'accès au crédit : CAEC ;
- promouvoir les activités génératrices de revenus ;
- lutter contre la sécheresse et la désertification ;
(principaux facteurs d'appauvrissement des femmes rurales) par la promotion d'énergies nouvelles/renouvelables et le Développement des activités de reboisement ;
- construire des digues et micro-barrages pour la rétention des eaux hivernales ;

Encourager les femmes à s'organiser en coopératives et groupements d'intérêt économique :

- réviser les critères d'attribution des terres aménagées et terrains d'habitation et associer étroitement les femmes à la gestion du terroir villageois/ communal ;
- intensifier la vulgarisation des techniques améliorées de l'artisanat ;
- intensifier la vulgarisation technique agricole auprès des groupements féminins ;

- mettre en place un "village artisanal" pour la promotion de l'artisanat et la commercialisation des productions ;
- former les responsables des groupements villageois ; coopératives et G.I.E, en gestion ;
- alléger les travaux ménagers et champêtres des femmes ;
- Assainir et améliorer le cadre de vie : électrification, adduction d'eau, voirie ;
- Encourager la promotion d'un secteur prive féminin
- Prise en compte des femmes dans l'élaboration et la mise en oeuvre du plan national d'action environnemental/C.I.D., les plans régionaux et locaux d'actions environnementales.

2.3. Résultats attendus

Les résultats attendus de ces stratégies et actions sont :

- Accroissement du revenu des femmes rurales, périurbaines, urbaines et recul de la pauvreté ;
- Augmentation du nombre de femmes ayant accès à la vulgarisation technique agricole, la formation artisanale et la formation en gestion ;
- Fonctionnement d'une chambre de métiers - village artisanal-foires expositions ;
- Augmentation de productivité du travail (des femmes) du revenu et du niveau et qualité de la vie ;
- Accroissement de la capacité de gestion des femmes organisées ;
- Préservation et restauration de l'environnement et des ressources naturelles ;
- Amélioration du cadre de vie.

Pour ce qui concerne les débats du thème I, Il a été retenu ce qui suit :

Theme 1. : Femmes Environnement et Ressources naturelles

Bilan Rétrospectif	Tendances Majeures	Futur Désiré	Ambitions Orientations	Stratégies Rôles Acteurs
Femmes, facteur de dégradation de l'Environnement	<p>-Dégradation continue des R.N. et de l'Environnement</p> <p>-Pression démographique</p> <p>Implication des femmes dans la gestion des R.N. et de l'environnement</p>	<p>-Accès de partage équitable de la propriété foncière.</p> <p>-Disponibilité de l'eau et accès des femmes à sa gestion.</p> <p>-Planification et exploitation d'arbres pour bois de chauffage</p>	<p>1.Disponibilité et accès à l'eau</p> <p>2.Attribution de terres aménagées aux femmes.</p> <p>3. Reboisement</p> <p>4. Plantation d'arbres pour le bois de chauffage.</p> <p>5. Cadre de vie assaini.</p> <p>6. Large utilisation des énergies nouvelles et renouvelables.</p> <p>7. Economie d'énergie et de temps dans la cuisson.</p> <p>8. Economie d'énergie et de temps dans la cuisson.</p>	<p>1.Maîtrise de l'eau (forages équipés, puits équipes, barrages digues).</p> <p><u>Acteur</u> Implication des femmes dan tout le processus de maîtrise et de gestion de l'eau en rapport avec les autres partenaires ; Etat collectivités décentr. Hommes autres acteurs.</p> <p>2. Information sensibilisation et formation des communautés et partenaires.</p> <p>3. Renforcement de la participation des femmes dans les A.V. secteurs .</p>

				<p>Sensibilisation et formation des hommes et femmes et aux activités de reboisement.</p> <p>5. Vulgarisation et utilisation des techniques de cuisson améliorée. Création et comités de gestion et implication des femmes dans ces comités.</p> <p>6. <u>Acteurs</u></p> <p>Mise en place de mesures incitatives pour la plantation et l'exploitation d'arbres par les femmes.</p> <p>7. Sensibilisation et formation des communautés pour assurer un cadre de vie assaini.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des ouvrages d'assainissement individuel et collectif. - Promouvoir le traitement et le recyclage des déchets. <p><u>Acteurs</u></p> <p>6. Rendre disponible et à faible coût les énergies nouvelles et renouvelables par la - subvention, la recherche et la vulgarisation.</p> <p>7. IEC sur la nécessité de la conservation de la biodiversité.</p>
--	--	--	--	---

III. POPULATION-DYNAMIQUE DE PEUPLEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

3.1. Place et rôle des femmes - migrations

* Place et rôle des femmes

La crise économique aiguë qui sévit dans les pays africains et particulièrement au Mali nécessite la mobilisation de tous les citoyens pour la réalisation de l'objectif de développement.

Plus que jamais le Mali a besoin de toutes ses ressources humaines, particulièrement des femmes qui représentent 51,2% de la population et qui constituent une grande potentialité pour le développement socio-économique du pays. Aussi ne dit-on pas que les enfants 43% de la population a moins de 15 ans au Mali sont l'élément déterminant dont dépend le développement futur du pays et leur situation actuelle est le miroir de l'état présent de développement du pays ; les femmes sont donc par conséquent la base de la reproduction de la société. (Source : Enquête malienne sur les migrations et l'urbanisation Novembre 1996).

Leur fonction de reproduction comprend la procréation mais aussi la tâche d'élever les enfants jusqu'à ce qu'ils soient prêts à produire, et donc à participer au développement économique du pays. Elles ont encore la responsabilité de l'entretien des productifs de la famille et des soins aux malades et aux plus âgés retirés du système productif.

Les tâches essentielles au fonctionnement global de la société sans lesquelles celle-ci ne peut se développer sont généralement regroupées sous le terme "tâches" domestiques" ou "tâches ménagères" qui traduisent une sous-estimation de leur valeur.

En dehors de cet aspect de la vie des femmes, un autre aspect de leur vie est généralement estompé, c'est leur travail productif, source, également essentielle de la création de richesse d'un pays.

A cette vision productivité il faut inclure la dimension socio-culturelle du développement à laquelle la femme se trouve impliquée.

Il est heureux de constater de nos jours que la communauté internationale ait pris conscience de l'important rôle que peuvent jouer les femmes ; En témoignent les efforts déployés en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et leur permettre ainsi de participer aux activités de développement au même titre que les hommes.

***Migrations :** Le volume des flux migratoires est important au Mali. Entre 1988 et 1992, on a enregistré un volume de 348.000 migrations entre les régions pour une population âgée de 15 ans et plus. (Source EMMU).

A ces migrations internes, il s'ajoute une forte migration vers ou en provenance de l'étranger.

Au Mali, 3 régions font l'objet de carrefour de la migration Koulikoro, Bamako et Séjour pour les 2 sexes. Bamako enregistre un flux migratoire intense positif de 17,100 pers entre 1988 et 1992, soit une moyenne de 3400 pers par année. (Source EMMU Novembre 1996)

Après Bamako, (61,6%), la région de Séjour enregistre 42,4% des migrations.

L'exode rural vers les villes intérieures concerne surtout les femmes à destination de Bamako, 71.000 contre 66.000 pour les hommes.

Le taux de migration nette de la capitale pour les femmes de 15 à 29 ans est de 2-6 dont 89% sont imputables à a seule migration interne pour les hommes du même âge, le taux est de +1,0%.

La dynamique d'urbanisation à l'intérieur du pays et surtout la croissance de Bamako est le fait des jeunes femmes du fait que bamako offre des activités du secteur tertiaire qui attire plus les femmes que les hommes.

Ceux-ci trouveraient les emplois dans le secteur productif à l'étranger.

Etant présentes dans tous les secteurs du processus de développement, les domaines dans lesquels les femmes du Mali souhaitent des changements sont :

3.2. La Situation Sanitaire Actuelle

- La situation actuelle : Malgré les efforts en direction des populations les plus démunies, la situation sanitaire en général et celle des femmes et des enfants en particulier restent préoccupantes pour diverses causes. Entre autres on peut retenir :

- faiblesse de la couverture sanitaire qui est estimée à 15% dans l'ensemble ,

- insuffisance des revenus des ménages ;

- manque d'éducation et d'information des populations en matière d'hygiène et d'assainissement du milieu ;

- manque d'eau potable surtout dans les zones rurales (le taux de couverture des besoins en eau potable est de 21% sur tout le pays).

Les principaux indicateurs démographiques indiquent un taux de natalité élevé 47,6%. Un taux de fécondité avoisinant 179/1.000 Les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) représentent 21,2 à 15,7 ans l'indice de fécondité de 6,7 enfants. Source CERPOD Santé de la reproduction au Sahel Novembre 1996.

La situation socio-sanitaire est caractérisée par la faiblesse de la couverture par les services de santé (18%) et par l'insuffisance des ressources allouées à ce secteur (6,20% du budget de l'Etat en 1989).

Ceci explique le niveau relativement bas des indicateurs de l'Etat de santé des populations maliennes :

- taux brut de mortalité 19,5%
- taux de mortalité infantile 127/1.000
- taux de mortalité avant 5 ans 249/1.000
- espérance de vie à la naissance : 47 ans.

Source : CERPOD Santé de la reproduction du Sahel Novembre 1996

Sur le plan épidémiologique, on note une prédominance des maladies infectieuses et parasitaires, une persistance de nombreuses endémies locales graves (paludisme, lèpre...).

La mortalité maternelle est estimée à 7%, et 20 à 25 % des décès maternels sont dus à des complications de la grossesse, de l'accouchement dystocique.

3.3. La Politique de Santé Familiale et Infantile au Mali :

Les problèmes liés à la santé de la mère et de l'enfant figurent parmi les problèmes de santé prioritaires retenus au niveau national.

Les données statistiques sur l'état sanitaire de ce groupe cible sont insuffisantes. Cependant elles démontrent clairement que la situation sanitaire de la mère et de l'enfant reste encore préoccupante.

Le Mali se trouve classé parmi les pays à taux de mortalité infantile, infanto-juvénile et maternelle les plus élevés au monde.

Le taux de mortalité infantile (0-1 an) est estimé en moyenne à 125 pour 1.000.

Le taux de mortalité juvénile (1-4 ans) est estimé à 30 pour 1.000 et le quotient de mortalité infanto-juvénile à 250 pour 1.000 en moyenne.

D'après les archives nationales 70% des décès d'enfants de 0 à 4 ans sont imputables à 5 ou 6 maladies pouvant être prévenues ou contrôlées par la vaccination et des procédés thérapeutiques simples. Il s'agit du paludisme, de la rougeole, des diarrhées, des infections pulmonaires et de la malnutrition.

La mortalité maternelle est quant à elle estimée à 7 pour mille et 20 à 25% des décès féminins sont liés à l'accouchement et à la grossesse. La malnutrition et l'anémie sont très fréquentes chez les femmes enceintes particulièrement chez celles qui ont eu 6 ou 7 maternités avec des grossesses rapprochées.

Les activités suivantes sont envisagées pour réduire les problèmes de SMI :

-Développer les activités de consultations prénatales et post-natales ;

-lutter contre les maladies diarrhéiques par la formation des mères à la préparation et à l'utilisation des SRO et SSS ;

-renforcer les activités du PEV,

-Pour la maîtrise de la croissance démographique, les domaines d'action de la politique de population et les activités de planification familiale par l'information et l'éducation et la distribution à base communautaire des produits contraceptifs sont les activités retenues.

3.4. La Politique de Formation, d'Information et d'Education

Le taux d'analphabétisation des adultes est très élevé au Mali en particulier celui des femmes.

En effet les résultats du dernier recensement (1995 source DNAFLA) donnent un taux d'alphabétisation de 57,19% pour les hommes et 10,60% pour les femmes pour un taux général d'alphabétisation de 16,4%. L'écart entre les deux taux s'explique par la faible scolarisation des jeunes filles et la participation insuffisante des femmes adultes aux sessions de formation.

3.4.1. Alphabétisation

Population analphabète	Population alphabétisée
hommes de 15 - 54 ans 1994-95.....1.448.524	hommes 15 - 54 ans 1994-1995.....828.431
Femmes de 15 - 54 ans 1994-95.....1.640.810	Femmes 15 -54 ans 1994-95173.956

Le taux d'analphabétisme est aujourd'hui encore extrêmement élevé : 87% de la population totale est analphabète dont 92% en zones rurales et 64% en zones urbaines.

Les femmes qui constituent 51,2% de la population totale ne représentent que 7% des auditeurs des centres d'alphabétisation.

Elles sont ainsi analphabètes à 93% en zones rurales et 91% en zones urbaines.

Le faible accès à l'alphabétisation des femmes est lié à plusieurs contraintes propres à leur situation familiale et sociale.

Le poids des traditions socio-culturelles, les grossesses multiples et rapprochées; les nombreuses maladies infantiles qui laissent peu de temps et d'énergie aux femmes, la lourdeur et la surcharge de leur journée de travail dans un contexte économique où les femmes doivent exercer des activités créatrices de revenus et où la survie quotidienne reste parfois la préoccupation première sont autant d'obligations et de réalités qui diminuent la participation des femmes aux programmes d'alphabétisation. Ces limites sont d'autant accentuées dans les zones rurales où la condition des femmes s'avère plus préoccupante.

Mais l'absence d'une politique nationale d'alphabétisation cohérente et adaptée aux besoins des femmes a limité l'adhésion d'auditrices aux programmes. Parmi les lacunes et insuffisances des interventions on peut souligner :

- * La non intégration entre l'alphabétisation et activités de développement économique spécifiques des femmes ;
- * La non fonctionnalité des programmes qui s'attaquent plus aux tâches domestiques des femmes qu'à leur rôle producteur ;
- * L'insuffisance de matériel pédagogique et surtout de post-alphabétisation n'a pas permis d'entretenir et d'améliorer les connaissances acquises ;
- * La non motivation des animatrices et leur faible performance ;
- * Le manque de coordination de suivi et d'évaluation des programmes d'alphabétisation.

Ces interventions n'ont pas pu cibler les clientèles et répondre à leurs préoccupations spécifiques. En milieu urbain, l'insuffisance quantitative et qualitative des expériences n'ont pas satisfait les attentes des femmes.

3.4.2. Scolarisation des jeunes filles :

Le système éducatif malien est caractérisé par un faible taux de scolarisation ; chez les filles ce problème est beaucoup plus accentué.

D'après les résultats du recensement 1995, les garçons sont scolarisés à 70% tandis que les filles ne le sont qu'à 27%

Les jeunes filles (en particulier rurales) participent à longueur de journée aux multiples tâches domestiques et champêtres de leurs mères ;

La scolarisation des filles retarde leur mariage et s'adapte mal aux fonctions de ménagère et de mère qu'elles sont appelées à assurer plus tard ;

-Aussi on constate pendant ces dernières années une régression de l'enseignement moderne au profil des "Médersas".

L'éducation prodiguée dans ces écoles coraniques le plus souvent entraîne le confinement des jeunes filles et constitue un frein à leur épanouissement et par conséquent joue sur leur contribution au processus de développement économique.

3.4.3. Promotion des Capacités Féminines/Formation des Adultes :

Le faible niveau de formation des femmes se répercute au niveau de leur emploi et constitue un handicap sérieux pour la santé des enfants qui sont l'avenir du pays.

Aussi une répercussion se fera sentir sur la productivité de leur travail, la gestion des activités économiques et les rapports avec les institutions de financement.

Elle ne joue plus effectivement dans le sens d'une émancipation réelle des femmes à cause des thèmes traités. Des actions doivent être menées afin de corriger cette anomalie.

En ce domaine, le constat fait ressortir une offre insuffisante et très spécialisée qui ne concerne que des filières classiques :

- coupe-couture ;
- secrétariat, bureautique ;
- enseignement ménager ;
- activités agricoles.

Il n'existe pas de véritable politique à long terme en la matière mais des formations sectorielles, très parcellaires.

Ces formations qui souvent ne prennent pas en considération le rôle producteur des femmes ne sont pas en adéquation avec le marché de l'emploi, avec les programmes de développement.

Ces formations sont donc limitées quant aux perspectives qu'elles offrent et ne comportent souvent pas de passerelle avec le système conventionnel.

Là encore, de nombreuses contraintes ou obligations diverses freinent la participation des femmes urbaines et rurales aux activités de formation :

- les obligations familiales ;
- les maternités nombreuses et rapprochées ;
- la réticence des maris notamment à certains types de formation (cours du soir, formation à l'extérieur...).

Trop souvent les femmes accaparées par de multiples tâches et obligations ne semblent que peu motivées par des activités de formation. Celles-ci ne paraissent pas toujours intégrer leur champ de préoccupations, d'aspirations.

Après la présentation du thème II il est ressorti des débats ce qui suit. :

Theme I. population - Dynamique de Peuplement de Ressources Humaines

B i l a n Rétrospectif	T e n d a n c e s Majeures	Futur Désiré	Ambitions	Stratégies
<ul style="list-style-type: none"> -L'attitude de la femme par rapport aux questions de natalité. -La place de la femme dans l'éducation de la famille. -La polygamie -Pesanteurs des traditions et coutumes -MST: Sida 	<ul style="list-style-type: none"> T a u x d e croissance démographique élevé -Amélioration de la couverture sanitaire -Amélioration du t a u x d e scolarisation des filles -Pesanteurs des traditions et coutumes. -Chômage des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Adéquation croissance démographique et croissance économique. -100% de filles scolarisées et de femmes alphabétisées. -Préservation de nos traditions et courues positives. -Monogamie -Du travail pour tous 	<ul style="list-style-type: none"> -Augmentations des revenus -Professionaliser des femmes dans leurs activités. -Amélioration de l ' é t a t nutritionnel des familles. - Couverture sanitaire de 80% accès aux médicaments. - Couverture scolaire de 80% -Plus de femmes d a n s l e s structures communautaires de s a n t é e t d'éducation. -Réduction de 80% du taux de chômage. 	<ul style="list-style-type: none"> -Promouvoir des activités génératrices des revenus. -Formation IEC -Renforcement organisationnel des femme. -Développer les microfinances. -Promouvoir une éducation nutritionnelle par la valorisation de nos produits locaux. -Renforcer la mise en oeuvre de la politique sectorielle de santé. -Création d'infrastructures scolaires et leurs équipements. -Recrutement de maîtres. -Renforcer la participation du secteur privé dans l'éducation et la santé. -Adéquation formation emplois. -Politique volontariste de l'emploi incitation à l'embauche.

THEME III.

IV. FEMMES ECONOMIE SAHELIENNE : PROMOTION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

A. Place et Rôle des femmes dans l'économie :

Les femmes sont très actives dans tous les secteurs de l'économie mais principalement au niveau du secteur primaire : 77,9% des femmes actives travaillent dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie (selon les résultats du recensement général de 1987).

Selon la même source, l'artisanat constitue la deuxième source de revenus pour les femmes rurales et urbaines : 10% des femmes actives sont occupées dans ce secteur.

Les autres activités des femmes sont le commerce, les emplois salariés, et une grande gamme de services divers qu'on globalise sous le vocable de secteur informel.

Du fait de l'interpénétration des tâches domestiques, des tâches dans l'exploitation familiale, et des activités à tout lucratif il est difficile d'isoler les activités génératrices de revenus des femmes. La première tâche consisterait à identifier, mesurer et valoriser la participation des femmes aux activités de production, d'échanges et de consommation, et d'accorder une reconnaissance formelle au rôle capital qu'elles jouent dans le développement économique, social et culturel.

4.1. Agriculture : Place et Rôle de la femme dans la production, la transformation et la vente des produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, et de la foresterie.

La place et rôle de la femme sont largement déterminés par la coutume et la tradition et varient considérablement d'une région à l'autre, d'une ethnie à une autre. On peut cependant distinguer sa participation à l'exploitation familiale, dont le revenu est géré par le chef de famille (au bénéfice de tous : jeunes frères, femmes et enfants) et des activités propres dont elle peut conserver le bénéfice pour elle-même et on dispose librement.

Le champs collectif familial, comporte des cultures vivrières principales (mil, sorgho, maïs, eiz pour la consommation) et des cultures de vente coton, arachide, riz destinés principalement au marché.

Dans le Sud du Mali (pays bambara, senoufo, malinké) les femmes participent aux travaux de préparation du sol (défrichage, labours, désherbage) de semis, de traitements insecticides, de récolte.

Ailleurs elles interviennent surtout dans les activités après récolte : battage, vannage, stockage.

Le gardiennage et la lutte contre les oiseaux reviennent généralement aux enfants. La transformation de la production jusqu'au stade de l'aliment est le fait des femmes.

Dans son exploitation propre la femme, pratique surtout le maraîchage et le petit élevage.

Chez les populations d'éleveurs elle a la charge de la transformation et de la vente des produits laitiers : lait caillé, beurre, fromage. Elle demeure propriétaire du troupeau issu des animaux qu'elle a amenés en dot.

Les femmes des pêcheurs commercialisent le poisson frais, séché ou fumé par leurs soins. Autour des plans d'eau créés par les barrages, il apparaît des femmes armateurs. Elles sont propriétaires du bateau filet et autres matériels de pêche. Elles ont l'exclusivité des prises à un prix convenu d'avance.

Le pêcheur est salariée, avec une prime en fonction des quantités pêchées.

Les femmes ramassent également le bois mort et les produits de cueillette (karité, tamarin, néré, autres fruits sauvages) les transforment et les vendent pour leur propre compte.

Le constat général est que la professionnalisation, production modernisée, à plus grande échelle, à l'intention du marché se fait toujours au détriment des femmes. Le coton, le riz, le bois étaient des activités de femme avant les grands aménagements, l'intervention de la CMDT, ou l'approvisionnement des villes en bois de chauffe. Les parcelles des plaines aménagées par l'Etat ne sont attribuées qu'aux chefs de familles hommes. Le crédit pour l'acquisition, du matériel agricole (charrue multicultureurs, champs de labour), des intrants (semences, engrais, insecticides, pesticides) nécessaires pour la culture du coton, du riz, ou des légumes de contre-saison à grande échelle, n'est consenti qu'aux hommes. Paradoxalement, cette forme de développement rural accentue la marginalisation de la femme : précarité de la propriété foncière, difficulté d'accès au crédit, à l'équipement, à l'équipement, à la formation, à l'organisation...

4.2. Industrie, Artisanat, Carrières, Bâtiments et travaux publics :

Les femmes transforment et vendent les produits de la forêt : objets en bois, calebasses, vannerie.

La teinture des tissus, la couture, la tapisserie, le tricot et la broderie sont des activités féminines traditionnelles en plein essor et en voie de modernisation rapide.

Les femmes organisent l'exploitation des carrières (sable, gravier, moellon...), vendent des matériaux de construction (ciment, chaux, peinture, fers...).

Elles peuvent être tâcheron, et sont de plus en plus présentes dans les métiers techniques : architectes, ingénieurs, techniciens supérieurs, chefs de chantier.

Elles accèdent rarement au stade d'entrepreneur en Bâtiments et T.P. faut de qualification professionnelle, ou d'une formation adéquate en gestion.

4.3. Commerce, service, secteur informel

Les activités commerciales des femmes portent surtout sur l'importation et la vente de :

-produits de la mode : tissu prêt-à-porté, chaussures et sacs, bijoux lingerie, parfumerie et cosmétiques, objets décoratifs,

-produits pour la maison : 4 stencils, vaisselle, nappas, draps, serviettes.

Les femmes ne remplissent pas généralement les formalités légales nécessaire à l'exercice licite de telles activités. La méconnaissance du marché (catalogues, consultations, télex, fax, téléphone, avec des partenaires/fournisseurs habituels), l'absence de crédit documentaire, les obligent à de nombreux voyages qui grèvent leur prix de revient. En outre le placement à crédit est aléatoire avec une clientèle essentiellement féminine. Les impayés élevé obligent à pratiquer des marges prohibitives.

Avec la libéralisation les femmes s'investissent comme promoteurs dans les secteurs privés de l'éducation de la formation (jardins d'enfants écoles de base centres de formation professionnelle féminine) et de santé (pharmacies, cliniques centres de santé...).

La restauration l'hôtellerie le tourisme et agence sont des domaines également explorés.

4.4. Les femmes salariées : secteurs publics, privé et informel.

Elles se rencontrent dans l'Etat de ses dimembrements comme fonctionnaires ou contractuelles. Traditionnellement elles sont nombreuses dans les métiers de l'éducation et de la santé, ou de bureau : Institutrice sage femmes, infirmières, secrétaires, aides comptable. Avec l'amélioration de la scolarisation et de la formation professionnelle, elles accèdent aujourd'hui au plus haut niveau de qualification dans ces métiers (administrateurs, docteurs, professeurs) mais aussi à des domaines nouveaux : ingénieurs, juges ou avocats, gestionnaires.

Elles présentent dans tous les secteurs des entreprises publiques ou privées.

Les femmes employées de maison posent des problèmes spécifiques qui méritent une attention particulières en raison de l'ampleur que prend le phénomène.

La migration féminine, intérieure est très importante au Mali. Elle s'effectue principalement des zones rurales vers les centres urbains. Les concerne essentiellement les filles, en majorité très jeunes. Elles viennent en villes, faire de travail domestique comme "bonnes" (assistantes ménagères) ou du petit commerce. Le but premier est de soulager les famille de bouches supplémentaires à nourrir, d'aider leurs parents par l'envoi d'une partie de leur modeste gain monétaire ou d'objets utilitaires, de se constituer un trousseau de mariage.

Elles sont souvent analphabète, sans informations urbaines, toutes choses qui fait d'elles des personnes vulnérables, des proies faciles pour de mauvaises fréquentations, des employeurs peu scrupuleux, bref une population soumise a toutes santés de vicistudes sociales.

Pourtant, ce flux de la campagne vers la ville, pourrait constituer une opportuniste de transformation rapide de la campagne a l'occasion du retour au village de ces travailleurs généralement saisonniers si le séjour a la ville était mis a profit :

- pour dispenser des cours d'alphabétisation,
- pour donner une éducation a la vie familiale,
- pour donner des rudiments d'une formation professionnelle.

4.5. Femmes et promotion des technologies appropriées

L'amélioration de l'efficacité de la participation des femmes a la promotion économique sociale et politique du Sahel passe nécessairement par :

-la réduction du temps de travail, par l'amélioration de la productivité du travail,

-l'allègement et la réduction de la pénibilité des tâches domestiques des femmes sont présentées a tous les niveaux de la chaîne alimentaire depuis la préparation des sols jusqu'à la transformation et la distribution des produits. Ainsi les femmes rurales consacrent jusqu'au 2/3 de leurs temps aux activités de production agro-pastorales et a l'écoulement des produits de transformation. Elles aident non seulement a l'entretien des grands champs familiaux, exploitent leur propre champ, mais s'occupent également des travaux ménagers étendus a la recherche du bois de chauffe, de l'eau et supportent en plus toutes les charges de transformation et de distribution des produits agricoles. En bref les tâches qui encombrent aux femmes dans la chaîne alimentaire et les tâches domestiques, depuis les techniques après récolte, la transformation alimentaire, la cuisson, le ménage, la vaisselle et la lessive, relèvent encore au Sahel de techniques de la période préindustrielle.

L'introduction et l'adaptation de technologies simples appropriées pourraient permettre de réduire considérablement, la pénibilité et le temps consacre a ces tâches de production et de travaux domestiques, et de dégager du temps libre pour la participation active a la vie de la cite, pour les loisirs et la culture.

B. Le Bilan Rétrospectif, les tendances majeures, le futur désiré, les ambitions, les stratégies et rôles des acteurs.

Le constat, les analyses, les propositions et suggestions qui ont été retenus a la suite des débats sont consignés dans le tableau ci-après.

Thème 3. Femmes et Economie Sahélienne

Bilan Rétrospectif	Tendances Majeures	Futur Désiré	Ambitions	Stratégies rôle des acteurs
<ul style="list-style-type: none"> -Maginalisation des femmes dans les grands projets de développements rural. -Faiblesse de l'encadrement féminin. -Faiblesse taux d'alphabétisation et insuffisance de formation. Faible accès aux ressources. -Faible accès au technique et technologie appropriées. -Insuffisance info sur les marchés. -Mauvaise organisation du circonst. commercial. -Manque d'infrastructure et de technique de conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible accès -(a la terre et a l'équipement) -au credit 	<ul style="list-style-type: none"> -Produits bancaires et autres formes de financement adaptés aux besoins des femmes. -Accès équitable aux facteurs de production. -Accès à la formation et à l'information-Indépendance économique des femmes à 100%. 		<ul style="list-style-type: none"> -Organiser informer et former les femmes. -Renforcer le système de crédit-épargne. -Assouplir les conditions d'accès aux crédits bancaires. -Organisation de foires et rencontres nationales, régionales et locales. -Sensibilisation des hommes. -Attribution des terres aménagées par l'état aux femmes. -Acteurs Les <u>banques</u> : étudier et rendre disponibles les produits bancaires. -Rapprocher les services bancaires des bénéficiaires. <u>l'Etat</u> : -Bonification d'intérêt -Fonds de garantie -Eliminer les aspects dis.des lois et règlements en vigueur. Les <u>Bailleurs</u> Renforcer l'appui accordé aux femmes.

<ul style="list-style-type: none"> -Manque de compétitivité des produits. -Insuffisance de formation et d'information -Manque de professionnalisation. -Reconnaissance des textes en vigueur. -Faible représentation des femmes dans les instances de décisions 				<p>Développer l'approche genre.</p> <p><u>Les Organisations Féminines :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Appui aux études de pré-investissement et à la recherche de partenaires. -Formation et information économique et commerciale des femmes (gestion marketing technologies, normes de qualité recherche de débouchés. -<u>Les ONG :</u> -Renforcer l'appui accordé aux femmes. -Former et informer -Sensibiliser les femmes. -Une plus grande collaboration avec les organisations de femmes et autres acteurs de promotions des femmes.
--	--	--	--	--

THEME IV.

V. DYNAMIQUES SOCIALES ET POLITIQUES A TRAVERS LE ROLE DE L'ETAT

5.1. Changements et Stratégies Nécessaires pour que les Femmes soient bien Représentées aux Instances de Décision.

Le Mali a subi l'influence de ces orientations et stratégies internationales à l'endroit des femmes, mais il a été confronté à des réalités spécifiques.

Au lendemain des indépendances, l'élan des femmes a favorisé l'émergence de nombreuses associations et groupements. Cependant cette dynamique a été enrayée par un contexte politique de parti unique et la mise sous tutelle des organisations féminines par le pouvoir en place. Cette situation a étouffé les initiatives non seulement au niveau des femmes mais aussi au niveau des structures techniques chargées de la promotion des femmes.

La promotion féminine pendant cette période était caractérisée par :

- la monopolisation de la question féminine par la seule structure politique ;

- l'absence de réflexion technique, d'expertise et d'encadrement dans ce domaine ;

- le manque d'une stratégie d'ensemble cohérente et une dispersion des efforts des différents partenaires ainsi que l'insuffisance de concertation et d'échange.

Après les événements de Mars 1991 qui ont vu l'instauration du multipartisme, les femmes se sont libérées du carcan politique en créant de nombreuses associations qui se veulent toutes apolitiques et déterminées à défendre les intérêts des femmes indépendamment du régime politique en place.

La détermination des femmes et la volonté du gouvernement de la transition à définir une politique adéquate de promotion féminine, ont justifié l'organisation d'un forum national des femmes qui s'est tenu du 17 au 19 Octobre 1991 à Bamako.

Ce forum qui a regroupé 200 femmes (rurales et urbaines) venant de toutes les régions du Mali, a impliqué toutes les parties intéressées par les questions féminines : services techniques, ONG, Associations féminines, organismes internationaux et autres partenaires au développement. Il a permis de faire une analyse approfondie de la situation de la femme à tous les niveaux : institutionnel, socio-culturel, juridique, sanitaire, éducation-information-communication, production.

Le forum a analysé la problématique "femme et développement", les politiques et stratégies en matière, a mieux défini les orientations et formulé des recommandations d'ordre général et sectoriel.

Il est heureux de noter que la 3ème République a pris en compte ces recommandations notamment en créant un cadre institutionnel approprié susceptible de donner une véritable impulsion aux activités concernant les femmes. En effet pour la première fois dans l'histoire du Mali, Il a été institué un commissariat à la promotion des femmes directement rattaché à la Primature et ayant pour missions de coordonner les activités de tous les intervenants, de concevoir la politique en matière de promotion féminine et de constituer une banque de données sur les femmes.

La création de structures de concertation impliquant tous les acteurs du développement dans les questions concernant les femmes (Comité Interministériel et Commission Paritaire Gouvernement - ONG/Associations), dénote de la volonté du Gouvernement d'éviter la marginalisation des femmes et de faire de la question de Promotion de la femme un problème à d'envergure nationale.

La présente stratégie qui entre dans le cadre de ces nouvelles orientations adoptées par le Gouvernement, a comme fondements :

- la Loi Fondamentale de la III^e République qui réaffirme le principe d'égalité de tous les citoyens ;
- les pactes, conventions, traités et déclarations internationaux et africains relatifs à l'élimination de la discrimination entre hommes et femmes ;
- les travaux du forum national des femmes du Mali tenu du 17 au 19 Octobre 1991 ;
- les grandes orientations du Plan Quadriennal de Développement Economique, Social et Culturel 1994-1997 ;
- la déclaration de la politique nationale de la Population du Mali adoptée le 08 Mai 1991.

5.2. Politiques et Stratégies pour Garantir la Dimension Homme/Femme dans l'élaboration des Lois et Règlements

Les constitutions successives du Mali ont toutes consacré le "principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction d'origine, de race, de langue, de sexe, de religion et de croyance".

La constitution de la 3^e République qui est la plus démocratique garantit entre autres :

- En matière de droits individuels : l'inviolabilité de la personne humaine, la liberté d'aller et venir, le libre choix de la résidence, le droit à la propriété et la liberté d'entreprise ;
- En matière de droits sociaux économiques : la reconnaissance des droits à l'éducation, à l'instruction, la formation, le travail, le logement, les loisirs, la santé et la protection sociale ;
- En matière de droits politiques : les droits de vote et d'éligibilité, la liberté de presse, de réunion et d'association.

En vue d'améliorer la condition juridique des femmes, les stratégies suivantes sont préconisées :

- Faire une large diffusion des texte juridiques de manière à ce que la majorité des femmes ait accès à l'information utile
- favoriser l'accès des femmes à l'assistance et au conseil juridique ;
- favoriser la présence des femmes dans les instances

5.3. Rôle des Acteurs dans la Définition des Politiques :

- Rôle des femmes (ONG, association, etc...) ;
- Rôle de l'Etat ;
- Rôle des collectivités décentralisées ;
- Rôle des autres partenaires.

Rôle des réseaux des femmes pour créer des groupes de pression

- Plate-forme paysanne ;
- Femmes parlementaires ;
- femmes juristes ;
- Associations féminines de développement.

Pour constituer une force de lobbying de la définition des politiques de développement des pays sahéliens.

1. Mettre en place des institutions publiques et privées de gestion des questions des femmes.
2. Constituer des fédérations des réseaux nationaux des questions spécifiques femmes (parlementaires juristes)
3. Mettre en place des associations de femmes paysannes, artisanes, commerçantes et des ONG féminines.
4. Comités international, régional, national et local de suivi des recommandations, des conférences mondiales relative aux questions féminines.

Rôle des différents acteurs qui seront impliqués dans le processus

Il s'agit de préciser le rôle et responsabilité des acteurs ci-dessous :

- Rôle de l'Etat
- Rôle des femmes et leurs organisation
- Rôle des partenaires
- Rôle des collectivités.

Thème 4 : Dynamique Sociales et politiques a travers le Rôle de l'Etat

Bilan Rétrospectif	Tendances Majeures	Futur Désiré	Ambitions	Stratégie rôles des acteurs
<ul style="list-style-type: none"> -Faible taux de scolarisation des filles -Multiplicité et pénibilité des tâches domestiques des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible taux de scolarisation des filles. -Pesanteurs socio-culturelles. - Démocratisation et décentralisation. -Intérêt accrue des femmes pour la vie publique. 	<ul style="list-style-type: none"> -Femme Présidente de la république. -Plus de femmes dans les hautes instances de décisions. -Avoir le plus grand nombre de femme formées et éduquées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Porte présence des femmes dans les instances politiques et administrative et autres instances de décision. -80% de femmes éduquées et formées de décision. 	<ul style="list-style-type: none"> -Allégement des tâches domestiques. -IEC/population -Mesure incitatives la participation des femmes aux instances (formation en leaderships, politique). -Sensibiliser à la solidarité féminine. -Diminuer la déperdition scolaire. -Encourager les filles à s'orienter dans les disciplines scientifiques techniques et socio-politiques. -Acteurs : -Développer la solidarité entre les femmes par la constitution d'association de réseau et de fédération de femmes. -Etat : -Exprimer la volonté politique et définir les grandes orientations. -Femmes : -implication des femmes dans l'élaboration de la politique. Collectivités : -Doivent veiller à l'application et à la diffusion des politiques. -Les partenaires : -Appui technique et financier.

BIBLIOGRAPHIE

- Femmes et Développement
Document préparé par l'Association de Femmes ingénieur du Mali 1992.
- Projet et Plate-Forme d'action (préparatifs de la quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes 1994.
- Avant Projet de Plan d'Action pour l'Intégration de la Femme au Développement du Mali.
- Les Indicateurs Socio-économique de l'Intégration des Femmes au Développement, cas du Mali par Rokiatou N'DIAYE KEITA, CARFF/Fonction Fond 1981.
- L'Effet de la Modernisation sur le Travail des Femmes Exerçant une Activité Indépendantes au Mali, en Cote d'Ivoire et au Sénégal. Par Pinda SIDIBE TALL CARFF/1981.
- Enfants et Femmes du Mali : Une analyse de situation. Edite par l'UNICEF aux éditions l'harmattan, Paris.
- Exercice Sahel 21, Vision Global-SOCEPI-1997
- Exercice Sahel 21, Transformation de l'Agriculture SOCEPI 1997
- PNAE/CID-Mali - Aout 1996
- Enquête Malienne sur les Migrations et l'Urbanisation (EMMU) 1992 - 1993. RENUAO, Novembre 1996.

COMMUNIQUE FINAL

Du 27 au 28 Mars 1997, s'est tenu au centre de formation pratique forestière de Tabacoro, l'Atelier National Femmes-Sahel 21 du Mali.

Ont participé à cet atelier outre les membres de l'équipe national sahel 21, les représentants des Departements Ministeriels, du Commissariat a la Promotion des Femmes des Associations feminines, de la Plate-forme des organisations paysannes, du secteur prive et des délégués de Ségou, Kayes, Koulikoro, Mopti, du District de Bamako.

Les cérémonies d'ouverture et de cloture ont été placées sous la présidence du Correspondant National par Intérim du CILSS en la personne de Mr. Cheick ABBA CISSE

Dans son discours d'ouverture, , Mr. CISSE a d'abord rappelé l'objet de l'atelier, avant de mettre l'accent sur le rôle et la place des femmes dans notre société et d'insister sur l'importance de la dimension femme/homme dans le processus sahel 21.

Mr. CISSE a également souligné le rôle et l'importance des activités des femmes dans l'économie sahélienne. Pour terminer il a exhorté les participants à rapporter leurs contribution de qualité dans les débats afin de faire de cet exercice une véritable réussite.

Les travaux ont démarré par la mise en place d'un bureau composé de :

-Présidente Mme TRAORE Hadiza DJIBO Chargé de Mission au Commissariat a la Promotion des Femmes,

-Vice-présidente : Mme DIANE Mariam KONE Cconseiller Technique au MDRE

Rapporteurs

-Mme FOMBA Fatoumata KONE Coordinatrice Régionale du District pour la Promotion des Femmes,

-Mme Gnouma KEITA ORTM/Membre de l'Equipement Nationale.

Quatre thèmes étaient au programme de l'atelier.

1. Femmes Environnement et Ressources Naturelles
2. Femmes - Population - Dynamiques de Peuplement et Ressources Humaines.

3. Femmes et Economie

4. Les dynamiques sociales et politiques à travers le rôle de l'Etat.

La méthodologie utilisée a été celle retenue par le processus sahel 21, à savoir :

.Bilan Retrospectif

.Tendances majeures

Future Désiré

.Ambitions

.Stratégies et rôle des acteurs

Suite à l'analyse des quatre thèmes présentés les participants ont retenu entre autres actions prioritaires :

- L'attribution des terres aménagées aux femmes
- Une large utilisation des énergies nouvelles et renouvelables.
- La conservation de la biodiversité.
- La promotion des activités génératrices de revenus pour les femmes.
- L'augmentation du taux de scolarisation et de couverture sanitaire des femmes à 80%.
- La force présence des femmes dans les instances politiques, administratives et de gestion des structures communautaires.

Le rapport issu de cet atelier sera présenté à l'atelier régional de Nouakchott sur le même thème femmes et sahel 21.